

Passez votre souris **et profitez** des offres de nos partenaires



Une initiative française contre la pauvreté énergétique de l'Afrique

LE MONDE | 28.05.09 | 15h10 • Mis à jour le 28.05.09 | 15h10

Le ministre français de l'écologie, Jean-Louis Borloo, devait annoncer, jeudi 28 mai, à Nairobi, lors de la réunion des ministres africains de l'environnement, une "initiative" sur l'énergie. Intitulée, en anglais, "Energizing Africa : from Dream to Reality" ("Apporter l'énergie à l'Afrique : du rêve à la réalité"), le plan vise à développer l'électricité sur le continent noir tout en luttant contre le changement climatique.

L'enjeu de l'électrification est crucial : sur près de 930 millions d'Africains, 530 millions n'ont pas accès à l'électricité. Ils vivent le soir dans l'obscurité et dépendent de la biomasse pour leurs besoins quotidiens.

Le manque d'électricité est un handicap pour le développement économique, freine l'éducation des enfants (qui ne peuvent faire leurs devoirs scolaires la nuit tombée) et aggrave les problèmes de santé. Selon Lionel Tacoen, de l'association Global Electrification, les trois quarts de la population subsaharienne n'ont pas accès à des centres de santé alimentés de façon sûre en eau et en électricité.

Même quand l'électricité est présente, dans les villes, la vétusté ou l'insuffisance des équipements de production ou du réseau conduisent à de fréquentes coupures de courant. Par exemple, *"en mars 2007, le président togolais n'avait pu remettre la Coupe d'Afrique de football au stade de Kégué, à Lomé, suite à une coupure d'électricité"*, poursuit Lionel Tacoen.

Quant au manque de combustible pour la cuisson des aliments, il contribue à la déforestation : selon le rapport sur "La situation des forêts du monde", publié par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), *"en Afrique, près de 90 % du bois prélevé est transformé en énergie"*.

Le problème énergétique africain est donc vital. Le 24 mai, les ministres de l'énergie du G8 se sont engagés à Rome *"à des actions résolues sans délai"* pour s'attaquer à la *"pauvreté énergétique"*. L'initiative française présentée à Nairobi vient donc à point.

Elle comporte deux étapes : lancer rapidement, avant 2012, une série de projets pilotes, préparant un programme plus large pour la suite, ayant pour objectif *"l'accès à l'énergie propre de tous les Africains"*. La démarche pourrait s'articuler avec l'accord global sur le changement climatique que la communauté internationale espère finaliser à Copenhague, en décembre.

Les idées de projets ne devraient pas manquer : *"L'Afrique a un potentiel fantastique dans les énergies renouvelables : géothermie, barrages, solaire, etc., observe Denis Loyer, de l'Agence française de développement (AFD). Mais ce potentiel reste inutilisé."*

C'est que sa mise en oeuvre requiert des financements, mais aussi des organisations ou des entreprises compétentes. Dans cet esprit, l'initiative française envisage des projets pilotes en matière d'électricité rurale (systèmes solaires photovoltaïques, miniturbines hydroélectriques, cogénération avec du bois) ; de lutte contre les coupures électriques (en identifiant les gisements d'économies d'énergie) ; de réduction de la consommation de bois (par des foyers de cuisson améliorés) ; de développement de l'hydroélectricité (sur le Congo, le Zambèze, le

Nil, le Niger) et de la géothermie (notamment dans le Rift est-africain).

Le chantier est énorme : "400 milliards d'euros sur vingt-cinq ans", avance M. Borloo. La modestie des moyens mobilisés par la France n'en est que plus criante : le gouvernement a décidé d'injecter dans la démarche 10 millions d'euros seulement, espérant que l'Union européenne coopérera au projet. Quoi qu'il en soit, cette initiative cache mal le recul de l'aide au développement accordée par les Européens.

Selon un rapport du réseau des associations de solidarité Coordination Sud, l'aide publique française est toujours en deçà (0,28 %) de son objectif de 0,51 % du produit intérieur brut (PIB). De surcroît, "l'Afrique subsaharienne est très peu présente parmi les principaux bénéficiaires de l'aide française". Toujours selon Coordination Sud, "l'Afrique fait les frais des arbitrages politiques et du recul des engagements de la France".

En attendant, observe Lionel Taccoen, "des centrales thermiques se construisent en Afrique, financées par la Chine, l'Iran, ou les banques islamiques".

Hervé Kempf

Article paru dans l'édition du 29.05.09

Le Monde.fr

- » A la une
- » Archives
- » Examens
- » Météo
- » Emploi
- » Newsletters
- » Talents.fr
- » Le Desk
- » Forums
- » Culture
- » Carnet
- » Voyages
- » RSS
- » Sites du groupe
- » Opinions
- » Blogs
- » Economie
- » Immobilier
- » Programme
- » Le Post.fr

Le Monde

- » Abonnez-vous au Monde à -60%
- » Déjà abonné au journal



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€

visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-